

République Centrafricaine - Décembre 2016 - Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire

Depuis le coup d'Etat de 2013 et la guerre civile qui a suivi, la République Centrafricaine traverse une grave crise humanitaire. Les affrontements ont entraîné la mort de milliers de personnes, conduit à des déplacements massifs de population, approfondi la fracture entre les communautés et a provoqué l'effondrement des infrastructures socio-économiques déjà faibles.

Malgré le retour à la légalité constitutionnelle et l'élection du président Faustin Touadera début 2016, la situation sécuritaire reste extrêmement instable et imprévisible. Présents sur la quasi-totalité du territoire, des groupes armés se livrent à des exactions sur la population et au pillage des ressources, entraînant de nouveaux déplacements de population. La crise a fragilisé un pays déjà extrêmement pauvre. L'économie est exsangue, l'absence de services sociaux de base est quasi-totale.

Situation de la Sécurité Alimentaire

Le niveau global de l'insécurité alimentaire n'a pas connu d'évolution notable entre 2015 et 2016 et reste très préoccupant. En octobre 2016, **48 pour cent des ménages** étaient en insécurité alimentaire, soit presque un ménage sur deux et environ **2 millions 125 personnes**.

Environ **6 pour cent des ménages**, soit **268 000 personnes**, sont en insécurité alimentaire sévère. Ils ont une consommation alimentaire extrêmement pauvre, sont dans une situation de très grande vulnérabilité économique et recourent à des stratégies qui mettent irréversiblement en péril leurs moyen de subsistance futures.

Environ 42 pour cent des ménages, soit un peu plus de **2 millions de personnes** sont en **insécurité alimentaire modérée**. Ces ménages ont une consommation alimentaire limite, sont vulnérables économiquement et recourent à des stratégies d'adaptation de crise qui mettent en péril leurs moyens de subsistance future.

Environ un **tiers des ménages (37%)** sont dans une **situation de sécurité alimentaire limite**. Ils ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies de survie irréversibles.

Insécurité alimentaire au niveau des préfectures

- La proportion de ménages en insécurité alimentaire est la plus élevée dans les préfectures de Haut Mbo-mou (66%), Ouham (64%), Ouaka (63%), Lobaye (61%) et Basse Kotto (60%).
- Les taux d'insécurité alimentaire sévère dépassent 10 pour cent des ménages dans les préfectures de Ouaka (16%), Sangha Mbaéré (15%), Bamingui Bangoran (12%) et Basse Kotto (11%).
- L'insécurité alimentaire touche un nombre très important de personnes dans l'Ouham Pendé (308 000), Ouham (304 000), Ouaka (225 000) et Mambéré Kadéi (209 000). Sa forme sévère concerne un nombre élevé de personnes dans l'Ouaka (55 000), Ouham Pendé (46 000), Basse Kotto (33 000), Bangui (28 000) et Lobaye (27 000).

Consommation alimentaire: 27 % des ménages ont une consommation alimentaire pauvre. Ces ménages consomment principalement des céréales et des légumes et pratiquement pas de protéines, fruits ou de légumineuses et risquent de fortes carences en micronutriments.

Méthodologie: Cette analyse est basée sur une enquête auprès de 3 044 ménages dans 180 villages et quartiers dans 15 préfectures et la ville de Bangui. Dans ces villages et quartiers des entretiens avec les informateurs clefs ont été menés. Pour des raisons de sécurité, la préfecture de Nana Gribizi n'a pu être couverte.

Raisons de l'insécurité alimentaire

La situation de la sécurité alimentaire est préoccupante. Au bout de quatre ans de crise, les ménages ont vu leurs ressources progressivement s'éroder, alors que l'insécurité et les déplacements se poursuivent.

Persistance de l'insécurité et des déplacements: Au niveau national, presque un tiers des ménages sont des déplacés, réfugiés ou anciennement déplacés. Ainsi 21 pour cent sont des retournés, 7 pour cent sont des déplacés dans des camps/sites/enclaves, 2 pour cent sont dans des familles d'accueil et 1 pour cent sont des réfugiés. Ces déplacements contribuent à la grande pauvreté des ménages contraints d'abandonner leurs avoirs et leur terre. Un quart des ménages ont accueilli des déplacés/réfugiés pendant l'année ce qui contribue à l'épuisement de leurs ressources.

Environ 40 pour cent des déplacés le sont depuis plus de 12 mois. Environ 28 pour cent ne sont déplacés que depuis 3 mois. Seuls 14 pour cent ont essayé de rentrer chez eux au cours des 3 derniers mois.

Recours continu à des stratégies d'adaptation dommageables et irréversibles: Presque la moitié des ménages (43%) ont recours à des stratégies d'adaptation pour faire face au manque de nourriture ou d'argent pour s'en procurer. Environ 19 pour cent adoptent des stratégies de stress (emprunt d'argent ou de nourriture, dépense de l'épargne, vente d'actifs domestiques non productifs, etc.), 11 pour cent adoptent des stratégies de crise (réduction des dépenses de santé ou d'éducation, vente d'actifs productifs ou retrait des enfants de l'école) et 12 pour cent recourent à des stratégies d'urgence (mendicité, activités illégales, vente de maison / terrain, etc.).

Pratique réduite et en recul d'une agriculture principalement de subsistance: l'insécurité, le manque de moyens et de semences pèsent sur la production agricole. Plus d'un tiers des ménages (37%) n'ont pas cultivé cette année (contre 30% en 2015) en raison principalement du manque de sécurité et d'accès à la terre, sans doute lié aux déplacements. Les ménages qui cultivent rencontrent des problèmes: manque de semences (24% des ménages), insécurité (13%), manque d'outils/machines (11%) et de main d'œuvre (10%). Les ménages rencontrent des problèmes d'approvisionnement (68%); dans un tiers des cas c'est dû au faible niveau des récoltes.

Profil des ménages en insécurité alimentaire

Les réfugiés et les ménages déplacés en camps/sites/enclaves sont particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire (respectivement 77% et 58%) et sont souvent dans une situation de grande vulnérabilité économique. Chez les ménages déplacés, 27 pour cent vivent de la mendicité ou de l'assistance, 26 pour cent du travail journalier. Chez les réfugiés, 63 pour cent vivent du travail journalier. Une faible partie d'entre eux ont accès à la terre (27% chez les déplacés et 18% chez les réfugiés), moins d'un cinquième ont cultivé (autour 18%) et moins de 5 pour cent possèdent du bétail.

Si l'insécurité alimentaire est aussi élevée chez les ménages déplacés accueillis dans une famille (54%) et chez les retournés (56%), ils ont généralement plus accès à la terre et sont proportionnellement plus nombreux à cultiver.

Recommandations

1. Poursuivre l'assistance alimentaire et nutritionnelle en cours pour les populations vulnérables, c'est-à-dire les réfugiés et les personnes déplacées sur les sites, camps et enclaves.
2. Faciliter l'accès à la terre/surfaces cultivables pour les réfugiés et déplacés sur les sites.
3. Mise en place précoce des semences adaptées aux conditions agro-écologiques des zones ciblées population locale.
4. Mettre en place un système multisectoriel de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Pour plus d'informations, veuillez contacter: INSTITUT CENTRAFRICAINS DES STATISTIQUES, DES ETUDES ECONOMIQUES ET SOCIALES: Email: cabinet@minplan-rca.org ; Web: www.minplan-rca.org Représentant PAM République Centrafricaine: Felix Bona Fogah GOMEZ felix.gomez@wfp.org , PAM Bureau Régional: RBD.VAM@wfp.org.